

Au cours de l'année, la Conférence s'efforcera de faire le consensus sur différents points cruciaux dans les domaines de l'énergie, des matières premières, du développement et des affaires financières. J'espère qu'elle apportera ainsi une contribution positive à une nouvelle ère de coopération économique internationale, aussi bien en favorisant une meilleure compréhension de part et d'autre qu'en stimulant les travaux en cours au sein d'autres instances telles que la CNUCED, l'ONUDI, le GATT, la FAO, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

La réunion ministérielle, ouverte par le président Giscard d'Estaing en décembre et que Monsieur Perez Guerrero et moi-même avons présidée a rassemblé des ministres des 27 pays membres de la Conférence. Nous avons convenu de créer quatre commissions (sur l'énergie, les matières premières, le développement et les questions financières), chacune composée de 15 membres, dont cinq représentent les pays industrialisés et dix les pays en développement. Nous sommes tombés d'accord sur le choix des coprésidents de chaque commission et avons approuvé les principes directeurs devant régir les travaux de la Conférence.

Lors d'une réunion subséquente, tenue la semaine dernière, Monsieur Perez Guerrero et moi-même, en qualité de coprésidents de la Conférence, ainsi que les huit coprésidents des quatre commissions avons passé en revue les préparatifs des travaux des commissions. Nous avons convenu que, d'ici juillet, chaque commission se réunirait cinq fois et nous avons formulé certaines recommandations concernant la durée des réunions, la participation d'observateurs et l'élaboration d'autres procédures. Même si les premières réunions des commissions porteront vraisemblablement sur des questions d'organisation et de procédure, je crois qu'elles s'attaqueront assez rapidement aux questions de fond. Des hauts fonctionnaires des 27 pays membres pourraient se réunir dans environ cinq mois, probablement en juin, pour évaluer les progrès accomplis par les commissions. On s'attend qu'une réunion ministérielle soit convoquée en décembre prochain pour mettre fin aux travaux des commissions.

Les deux coprésidents de la Conférence ont un rôle particulièrement délicat à jouer. Bien que tous les participants de la CCEI soient disposés à aborder les travaux de la Conférence avec une attitude positive et coopératrice, il ne faut pas oublier que les perceptions et les intérêts des pays industrialisés, des pays en développement et des pays membres de l'OPEP sont souvent fort divergents. Dans une certaine mesure, le choix de deux coprésidents a été fonction de cette réelle diversité d'intérêts et, en conséquence de la difficulté de fournir un leadership sensibilisé tant aux problèmes du groupe des huit, les nations industrialisées, qu'à ceux du groupe des 19, les pays en développement. Cette coprésidence symbolise la détermination des pays membres à travailler ensemble et à se partager la responsabilité de ses résultats. Tout comme il incombe à Monsieur Perez Guerrero et à moi-même de veiller à ce que les travaux de la